
HT


GAUDEO.
John Carter Brown.



HT-C.
D 9.

pamp. 6 p 105 – 113 mutilated.

No. 1. Observations de M. Raymond Paris 1791
2. P. J. Leborgne à Jean. Littée . . " 1795
3. Petition nouvelle des C. de couleur " 1791
4. Paine: Common Sense . London 1791
6. — " — Le Sens commun . Paris 1791
5. Compte rendu à la Nation — " — 1791
7. Roume: Petition à l'Ass. Nat. — " — 1791.
8. Barnave: Rapport à l'Ass. Nat — " 1791.
9. Lettre des Commissaires —— " 1792.
10. Casaux Arguments etc . . . " 1791
11. Colonie de Guazacoalco . . " 1829
12. Le Citoyens français des E. U. (Boston? s.d.)
13. Observations sur les Colonies ——
14. De la dette publique . Paris 1791
15. Motion du C. de Reynaud . Versailles ——
16. Reflexions de M. Cocherel . Paris. ——
17. Lettre Circulaire du Congres " 1795.
18. Rapport de Boyer-Fonfrede — " 1793
19. Lettre du Ministre de la Marine " 1793

Les gardes nationaux , les soldats de la garnison , pêle-mêle avec les citoyens de couleur, sont venus autour de notre maison , criant tous *vive la nation.* La ville a été illuminée toute la nuit, et elle ne présente plus aujourd'hui qu'un peuple de freres et d'amis.

Les Commissaires nationaux-civils ,

POLVEREL , AILHAUD , SONTHONAX.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.



ARGUMENS

POUR ET CONTRE

LE COMMERCE DES COLONIES.

Par M. DE CASAUX.

Paris 1791.

S'IL eſt facile de prouver que le commerce des colonies eſt une des plus ruineuſes conceptions qui ſoit jamais entrée dans une tête humaine, il eſt auſſi aiſé de démontrer que l'exiſtence civile & politique de l'Europe eſt aujourd'hui attachée à la conſervation de ce commerce, & qu'une fauſſe meſure, à cet égard, feroit infailliblement ſuivie d'une ſcène univerſelle de dévaſtations, dont l'idée ſeule fait frémir. J'entrepends de démontrer l'un & l'autre.

Argumens contre le commerce des colonies.

Suivant les relevés de ſire Charles Withworth, les exportations de l'Angleterre, dans

toutes ſes colonies, montoient annuellement ſur un *medium* de cinq années, priſes depuis 1769 juſqu'en 1773 ; ſavoir :

Dans ſes colonies de l'Amérique, aujourd'hui indépendantes, à la ſomme de . . . . . . 2,491,230 l. ſterl.

Dans toutes ſes autres colonies, Inde compriſe . 2,432,420 l. ſterl.

Total . . . . . 4,925,650 l. ſterl.

Diſons cinq millions.

Pour conſerver le privilége excluſif d'exporter annuellement, dans ces différentes colonies, ces cinq millions ſterlings de marchandiſes européennes, l'habile & ſage Angleterre a dépenſé ; ſavoir :

Dans les deux guerres de 1739 & 1755, 99 millions 141 mille 625 liv. ſterlings, dont elle paye encore un intérêt d'environ . . . . 3,500,000 l. ſterl.

Plus, dans la derniere guerre, 100 millions quelques cents mille livres ſterlings, dont elle paye d'intérêts environ . . . . . . 4,000,000 l. ſterl.

Plus, pour l'abſurde rem-

bourſement de ce capital . . 1,000,000 l. ſterl.

Plus, pour dépenſe annuelle de ſa marine militaire environ . . . . 2,200,000 l. ſterl.

Et vous aurez enfin une maſſe de taxes annuelles de 10,700,000 l. ſt. que l'habile, ſage, & grande calculatrice Angleterre a ſacrifié, ſacrifie & ſacrifiera au privilége excluſif d'exporter annuellement pour cinq millions ſterlings de marchandiſes européennes dans les colonies, dont elle vient de perdre la moitié ; — leſquels cinq millions ſterlings ne pouvoient donner annuellement à ſon commerce (ſtyle de marchand) qu'environ 500,000 liv. ſterl. de bénéfices.

Vous trouverez exactement la même profondeur de vues, moins de conſéquences dans les meſures, moins de ſuite dans l'exécution ; & cependant même réſultat, même ſuccès au fond, dans le ſyſtême colonial, non ſeulement de la France, mais encore de toutes les puiſſances de l'Europe, ſi juſtement & ſi reſpectivement jalouſes du monopole de leurs colonies.

Obſervez, s'il vous plaît, que cet expoſé naïf de l'extravagance européenne, fait & pu-

blié en Angleterre, en 1784, dans le *méca-nifme des fociétés* (1), & envoyé dans le même temps à tous les ambaffadeurs, comme au miniftere & à l'oppofition, n'a été contredit par qui que ce foit, *dans ce pays où toutes les inexactitudes qui intéreffent le public, font toujours & affez brutalement relevées.*

Eft-ce la honte d'une pareille découverte qui la fit fi foigneufement paffer fous filence, *dans ce pays encore où les moindres découvertes font encouragées, vantées, publiées?* — Non fans doute; mais on peut raifonnablement admettre que ce fut le danger de porter la moindre atteinte à un fyftême qui tient à tout, avant que la nature du commerce fût mieux approfondie, & que toutes les puiffances le plus directement intéreffées dans la chaîne, fe fuffent accordées pour l'établir fur de nouveaux principes.

Argumens pour le commerce des colonies.

Le travail eft tout, & les taxes ne font rien. Ces deux grandes vérités, bien développées & bien fenties, répondroient, dans tous les

(1) Voyez *Réflexions fur les colonies*, pag. 357, & lifez, s'il vous plaît, jufqu'à la pag. 382.

temps, aux difficultés qui peuvent avoir les ſuites les plus funeſtes. Mais en attendant que les choſes ſoient réduites par-tout à un état aſſez déplorable pour forcer enfin les grands Meneurs des nations à s'occuper de ce développement, voici quelques conſidérations qu'il ſeroit dangereux de perdre de vue.

L'enſemble des colonies qui appartiennent à l'Europe, conſomme annuellement environ quatre cents millions de marchandiſes européennes; & probablement il n'exiſte pas une ſeule nation en Europe qui, de proche en proche, ne fourniſſe ſon contingent, direct ou indirect, à l'exportation qui produit dans les colonies cette immenſe conſommation. Ce n'eſt pas tout.

Les marines de l'Europe, tant marchandes que militaires, deſtinées les unes à faire, les autres à protéger le commerce qui aſſure cette immenſe conſommation, conſomment elles-mêmes bien plus de 250 millions de marchandiſes des mêmes pays : diſons que le tout monte à 700 millions.

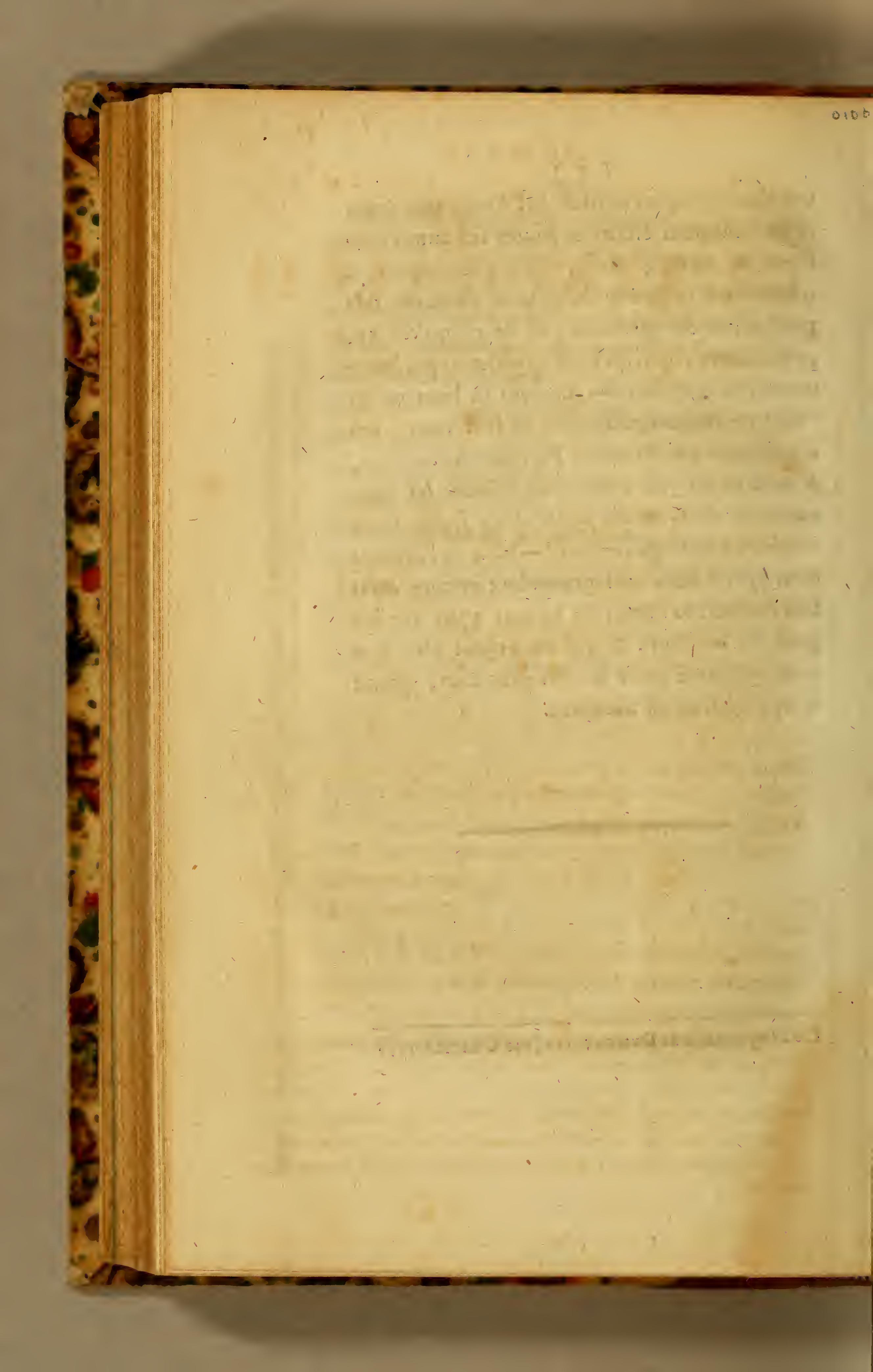
Or on donne environ 30 ſous ſur un *médium* à chaque ouvrier ; & ces 30 ſous partagés dans ſa famille, *légitime ou adoptée*, ſe répandent aſſez généralement ſur trois perſonnes au moins.

Donc, les 700 millions d'extravagances européennes, en commerce des colonies, *entretiennent au travail*, DÉTOURNENT DE L'IDÉE D'UNE LANTERNE, & *font ſubſiſter tranquillement, en Europe, quatre millions cinq cent mille ames attachées au ſort de l'induſtrie*, leſquelles ſuppoſent néceſſairement encore plus de travailleurs entretenus & nourris, c'eſt-à-dire, payés par l'agriculture, tout exprès pour nourrir tant de familles d'ouvriers conſacrés à l'extravagance du commerce des colonies. — Je ne dis rien des capitaliſtes, ni des capitaux qui font mouvoir cette étrange machine, & dont l'exiſtence & l'action immédiate ſur l'induſtrie, ainſi que leur réaction inévitable ſur toute la terre de l'Europe, dépend de la continuation de cette prétendue extravagance.

Obſervez maintenant que pour briſer cette chaîne immenſe, & mettre peut-etre, avant deux ans, ces neuf à dix millions d'ames dans tous les grands chemins des pays les plus floriſſans de l'Europe, il ſuffiroit que la manie de gouverner un pays, quand on eſt dans un autre, & d'adminiſtrer *philoſophiquement* l'Amérique, quand l'Europe eſt encore ſi étrangement gouvernée, s'emparât de quelques têtes exaltées en Europe, & en exaltât quelques au-

tres dans quelques parties de l'Amérique (une seule suffit pour électriser toutes les autres). — Et voyez de sang froid, si vous le pouvez, à quel fil est suspendu la grande machine des prospérités européennes, & de ce qu'on appelle encore, mais qu'on n'appelleroit pas long-temps, *la propriété.* — Avoient-ils bien prévu l'effet de l'accomplissement de leur vœu, ces législateurs qui disoient : *Périssent les colonies, si nous ne les gouvernons pas suivant les idées que nous nous sommes faites de la justice & de notre droit de les gouverner !* — Mais ils l'avoient bien prévu ceux qui prétendent encore qu'il faut soutenir le décret du 15 mai 1791 sur les gens de couleur, & qui ne voient plus que cette ressource pour bouleverser tout, quand la constitution est acceptée.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine. 1791.



11.

COLONIE

DU

GUAZACOALCO

DANS L'ÉTAT DE VERA-CRUZ,

AU MEXIQUE [1].

PROJET DE SOCIÉTÉ

En Commandite par Actions.

Paris 1829.

Le gouvernement de Vera-Cruz, dans la vue d'attirer sur son territoire une population de cultivateurs laborieux et d'ouvriers intelligens, a rendu, le 2 mai 1827, un décret pour l'aliénation et le défrichement de terres dont la prodigieuse fertilité doit procurer aux colons qui viendront s'y établir des avantages qu'ils ne trouveront en aucun autre pays du monde.

Convaincus de la réalité de ces avantages et encouragés par les amis puissans qu'ils se sont faits au Mexique, MM. Giordan, négociant français, et Laisné de Villevêque, aussi négociant français, membre et questeur de la Chambre des députés, ont obtenu, sous la date du 3 juillet 1828, une immense concession

[1] Ce Prospectus était prêt au mois de février dernier, mais les événemens arrivés au Mexique en arrêtèrent la publication. Aujourd'hui la tranquillité y est entièrement rétablie, et les circonstances sont devenues tout-à-fait favorables; d'ailleurs les réactions ne se sont jamais fait sentir dans les cantons dont la concession fait partie. Ce pays, essentiellement agricole, n'est habité que par des cultivateurs paisibles, tout-à-fait étrangers à la politique et aux luttes des ambitions particulières.


E743
L651s
v. 9






HT